

Avancée des plantations d'eucalyptus de l'entreprise Veracel Celulose qui menace les communautés locales et indigènes dont les Pataxos.

La transnationale Veracel Celulose (propriété de Fibria et de Stora Enso) possède déjà une immense usine de pâte dans la région sud de l'État de Bahia, qu'elle alimente avec le bois produit dans ses 100 000 hectares d'eucalyptus.

À présent, elle désire augmenter la capacité de son usine de pâte pour arriver à produire 2 500 000 tonnes de pâte par an. Pour ce faire, elle devra au moins doubler la superficie plantée d'eucalyptus. Les plans d'expansion de Veracel ne feront qu'aggraver les effets nuisibles que son usine a déjà sur les communautés locales et sur l'environnement de la zone.

La plantation d'eucalyptus dans les plaines se fait par le système de la monoculture à grande échelle, qui exige l'application systématique de produits toxiques comme le glyphosate et la sulfuramide, dont les dangers qu'ils comportent pour la santé humaine et pour l'environnement en général ont été vérifiés. Ce système menace la survie des communautés locales et de la diversité biologique dans la région Extrême Sud de Bahia, y compris par la diminution considérable de l'eau disponible dans les endroits affectés à la monoculture d'eucalyptus à grande échelle.

Veracel occupe des terres domaniales et des terres indigènes. Cette entreprise va peut être être autorisée à occuper cent mille hectares supplémentaires, alors que le peuple indigène Pataxó ne réussit pas à obtenir des organes compétents la démarcation intégrale de ses terres, pourtant garantie par la Constitution. Veracel désire obtenir davantage de terres, alors que les mouvements de paysans sans terre qui occupent une dizaine d'endroits de cette zone n'ont pas encore obtenu des terres pour s'établir. Or, établir des familles c'est respecter la fonction sociale de la terre ; en revanche, la monoculture d'eucalyptus pour répondre à la surconsommation de papiers jetables ne l'est pas.

Extrait de la lettre au Gouverneur de Bahia, M. J. Wagner

...Par cette lettre, nous, représentants d'institutions et d'organisations internationales, souhaitons nous joindre aux organisations et aux mouvements sociaux de la région Extrême Sud de Bahia et du Brésil, qui demandent de ne pas donner suite à la demande de permis pour l'élargissement de l'usine de pâte et des plantations industrielles d'eucalyptus de Veracel Celulose S.A., situées dans la région mentionnée.

Dans le cas de Veracel et de son projet d'expansion, nous soulignons les problèmes suivants qui justifient que le processus destiné à produire le permis correspondant soit annulé :

- Le Ministère public de Bahia a constaté des irrégularités et des illégalités dans l'élaboration et dans le contenu du Rapport sur l'impact environnemental du projet d'expansion de Veracel Celulose. Pour cette raison, le 20-07-2011 le Ministère public de*

Bahia a ordonné, par la résolution (04/2011), la réalisation d'une enquête pénale contre Veracel, contre CEPEMAR (l'entreprise engagée par Veracel pour faire l'évaluation d'impact environnemental et le rapport correspondant) et contre le gouvernement de l'État de Bahia. Par suite de cette résolution, la Justice fédérale de Bahia a décidé, le 9 août, de suspendre le processus d'octroi du permis.

- En outre, Veracel est déjà soumise à d'autres investigations et procès en justice, et elle a été condamnée plusieurs fois par les organes compétents.*

- La plantation d'eucalyptus dans les plaines se fait par le système de la monoculture à grande échelle, qui exige l'application systématique de produits toxiques comme le glyphosate et la sulfuramide, dont les dangers qu'ils comportent pour la santé humaine et pour l'environnement en général ont été vérifiés. Ce système menace la survie des communautés locales et de la diversité biologique dans la région Extrême Sud de Bahia, y compris par la diminution considérable de l'eau disponible dans les endroits affectés à la monoculture d'eucalyptus à grande échelle.*

- Veracel occupe des terres domaniales et des terres indigènes. Il est inacceptable que cette entreprise puisse être autorisée à occuper cent mille hectares supplémentaires, alors que le peuple indigène Pataxó ne réussit pas à obtenir des organes compétents la démarcation intégrale de ses terres, pourtant garantie par la Constitution. Il est également impensable qu'elle prétende obtenir davantage de terres, alors que les mouvements de paysans sans terre qui occupent une dizaine d'endroits de cette zone n'ont pas encore obtenu des terres pour s'établir. Or, établir des familles c'est respecter la fonction sociale de la terre ; en revanche, la monoculture d'eucalyptus pour répondre à la surconsommation de papiers jetables ne l'est pas.*

- D'après les enquêtes d'institutions et du Ministère public effectuées ces dernières années, Veracel est la cible d'un millier de procès en matière de droit du travail dans la région. En outre, l'activité de l'entreprise crée peu d'emplois par rapport à l'étendue des terres qu'elle occupe. Elle consomme une énorme quantité de ressources publiques de la Banque nationale de développement économique et social, la BNDES. La construction de la dernière usine a coûté à la BNDES 1 430 000 000 de réaux (environ 900 millions USD), mais elle n'a créé que 741 emplois directs. Avec la même somme, on pourrait établir des dizaines de milliers de familles, leur permettant ainsi d'avoir des terres et des revenus.*

- Un rapport signé par le gouvernement de Bahia en 2008, intitulé "Silvicultura de Eucalipto no Sul e Extremo Sul da Bahia: Situação atual e perspectivas ambientais", mentionne les divers conflits existants dans le domaine de la plantation d'eucalyptus dans la région et souligne les graves défauts de gestion de ces projets.*

Dans des dizaines de pays, surtout de l'hémisphère Sud, le peuple subit les conséquences de l'établissement des grandes entreprises d'eucalyptus et de cellulose, qui cherchent toujours les endroits où elles peuvent maximiser leurs bénéfices au moindre coût. Nous pensons que les habitants des régions où avance cette production n'ont pas besoin de davantage de papier. En revanche, ils ont besoin d'appuis pour d'autres activités économiques qui offrent des possibilités réelles à tous et qui préservent l'environnement, à un moment où le monde doit faire face à des problèmes environnementaux aussi graves que le réchauffement planétaire.

Ainsi, en plus de l'annulation du permis demandé par Veracel, nous demandons que le gouvernement de l'État de Bahia commence d'urgence à s'acquitter de ses nombreuses dettes à l'égard des travailleurs ruraux, urbains et indigènes, de la population en général et de l'environnement de la région.

Source : WRM et ICRA